



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.433/2
du 3 juin 2013

advies 53.433/2
van 3 juni 2013

sur

over

un avant-projet de loi
'régissant le cumul des
pensions du secteur public avec
des revenus provenant de
l'exercice d'une activité
professionnelle ou avec un
revenu de remplacement'

een voorontwerp van wet
'houdende regeling van de
cumulatie van pensioenen van
de overheidssector met
inkomsten voortvloeiend uit de
uitoefening van een
beroepsactiviteit of met een
vervangingsinkomen'

Le 28 mai 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi 'régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement'.

L'avant-projet de loi a été examiné par la deuxième chambre le 3 juin 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juin 2013.

*

Op 28 mei 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de overheidssector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 juni 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juni 2013.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« De hoogdringendheid wordt gemotiveerd door het feit dat zo snel mogelijk rechtszekerheid moet verstrekt worden omtrent de exacte aard en draagwijdte van de bepalingen die betrekking hebben op de rust- en overlevingspensioenen in de overheidssector.

Het is immers noodzakelijk de maatregelen waarin het wetsontwerp voorziet, zo snel mogelijk ter kennis te brengen van de betrokken burgers opdat zij de gevolgen ervan voor hun persoonlijke pensioensituatie zouden kunnen inschatten. Het gaat immers om maatregelen die een invloed hebben op het bedrag van het rustpensioen of, in geval van cumulatie van een rust- of overlevingspensioen met beroeps- of vervangingsinkomsten, op het globale inkomen na de ingangsdatum van het pensioen.

Bovendien kunnen de diverse pensioendiensten van de overheidssector pas een precies en volledig antwoord geven op concrete vragen van burgers zodra beide ontwerpen in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt. Deze vragen kunnen zowel betrekking hebben op de berekening van het pensioenbedrag als op de mogelijkheid om een pensioen te cumuleren met een beroeps- of vervangingsinkomen.

Tevens is het van dat belang deze pensioendiensten zo snel mogelijk hun informaticaprogramma's aan de nieuwe pensioenbonus kunnen aanpassen om de pensioenaanvragen conform deze nieuwe bepalingen te kunnen onderzoeken, hun beslissing binnen de wettelijke termijnen aan de burger te kunnen betekenen en een correcte betaling van deze pensioenen vanaf 2014 te kunnen verzekeren ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

Eu égard à la complexité du texte soumis pour avis et vu la brièveté du délai dans lequel l'avis est demandé, la section de législation a nécessairement dû se limiter à un examen sommaire de l'avant-projet, même concernant les points énumérés à l'article 84, §3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État. La circonstance qu'une disposition du projet ne fasse l'objet d'aucune observation dans le présent avis ne peut nullement signifier qu'il n'y a rien à en dire et, si une observation est formulée, cela n'implique pas qu'elle est exhaustive.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Ainsi que l'a rappelé la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 50.742/1/2 donné le 20 décembre 2011 sur des amendements à un projet devenu la loi du 28 décembre 2011 'portant des dispositions diverses', une législation en matière de pensions établit nécessairement des différences de traitement et la fixation des critères sur lesquels se

fondent ces différences de traitement repose sur le large pouvoir d'opportunité reconnu au législateur.¹ Tant les dispositions établissant des différences de traitement² que celles qui traitent de manière identique des situations différentes³ doivent toutefois être susceptibles de justification objective et raisonnable au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

L'auteur de l'avant-projet doit dès lors être en mesure de justifier, au regard des principes d'égalité et de non-discrimination, toutes les dispositions du projet qui établissent une différenciation de traitement ou qui traitent de manière égale des situations différentes⁴.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

À l'article 3, 2° en projet, il est question « d'une organisation internationale ou supranationale ». Les articles 3, 10°, alinéa 2, et 25 en projet parlent pour leur part d'institutions de droit international public.

Le Conseil d'État se demande s'il s'agit là de désigner des réalités différentes. À défaut, la même terminologie sera utilisée.

Article 15

À l'article 15, § 2, alinéa 2, première phrase, dans la version française du texte, il convient de chaque fois écrire « numérateur » au lieu de « nominateur ».

Article 20

Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs joint à la demande d'avis, la règle générale sera que les pensionnés ne seront pas obligés, à l'exception du cas du premier paiement de la pension, de déclarer leur activité professionnelle comme salarié ou indépendant en Belgique à l'administration des pensions.

¹ Voir, dans l'avis 50.742/1/2, la première observation générale.

² Par exemple les articles 5, 7 et 9 du projet, qui prévoient des limites de revenus professionnels admissibles différentes selon que l'activité est exercée en tant que travailleur salarié, comme travailleur indépendant ou à un autre titre ; l'article 6, qui prévoit une possibilité de cumul illimité, alors que l'article 5 prévoit des limites.

³ Le traitement identique de situations différentes a été critiqué lors de la négociation au sein du comité de négociation du personnel militaire.

⁴ Voir, dans le même sens, l'observation générale formulée dans l'avis 51.665/2/V donné le 16 juillet 2012 sur un projet devenu la loi du 13 décembre 2012 'portant diverses dispositions modificatives relatives aux pensions du secteur public'.

L'article 20, § 1^{er}, du projet, devrait être précisé de manière à mieux faire ressortir que le principe est l'absence d'obligation de déclaration, et que l'obligation de déclaration en vue du premier paiement d'une pension de retraite ou de survie est l'exception.

Article 21

La portée des mots « à titre préventif », figurant à l'article 21, n'est pas claire. Ces mots signifient-ils que les montants dont le paiement est tenu en suspens seront payés rétroactivement au bénéficiaire qui finit par fournir les renseignements demandés ?

Si tel est le cas, cette précision devrait être apportée, de préférence dans le texte même de l'article 21 ou à tout le moins dans l'exposé des motifs.

Article 25

L'exposé des motifs décrit comme suit le champ d'application de l'article 25 :

« [...] Cette règle est une disposition autonome et s'applique donc non seulement aux dispositions concernant le cumul, mais aussi pour l'application d'autres dispositions légales concernant les pensions du secteur public (cumul avec une pension de survie, avec une pension de retraite, minimum garanti,...) ».

Cette idée pourrait être traduite dans le projet en écrivant, à l'article 25, « Pour l'application de toute législation applicable aux pensions visées à l'article 2 » (au lieu de : « Pour l'application de la législation applicable aux pensions visées à l'article 2 »).

Articles 27 et 28

1. L'article 27 habilite le Roi à modifier, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les montants annuels visés aux articles 5, 7, 9, 12 et 13, et ce

« en vue de maintenir, en matière de cumul de pensions de retraite ou de survie avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, l'uniformité des règles prévues dans les différents régimes de pensions ».

Par ailleurs, l'article 28, alinéa 3, permet au Roi de postposer la date de fin de vigueur de l'alinéa 1^{er} de cette disposition, date qui est fixée en principe au 1^{er} janvier 2015 par l'alinéa 2 de la même disposition.

Compte tenu de ce que la matière des pensions relève à divers égards des pouvoirs réservés à la loi par la Constitution, il y a lieu de préciser les articles 27 et 28 en indiquant que les arrêtés royaux qui seront pris en vertu de ces deux habilitations devront être confirmés ultérieurement par le législateur dans le délai que ces deux dispositions préciseront et qu'à défaut de confirmation dans le délai prescrit, ces arrêtés royaux seront rétroactivement mis à néant⁵.

⁵ Voir en ce sens l'avis 50.742/1/2, précité, la deuxième observation générale.

2. Il convient en outre de clarifier si l'article 20, § 7, est applicable en cas de violation de l'obligation énoncée à l'article 28, alinéa 1^{er}.

Article 29

1. Dans l'avis 51.665/2/V précité, la section de législation a rappelé ce qui suit ⁶ :

« Suivant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ⁷,

‘la non-rétroactivité des lois est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que chacun puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte se réalise’ ⁸.

Une disposition rétroactive ne peut dès lors se justifier

‘que lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général, tel que le bon fonctionnement ou la continuité du service public’ ⁹.

Par ailleurs, si la rétroactivité a pour but

‘d'influencer dans un sens déterminé l'issue de procédures judiciaires ou d'empêcher les juridictions de se prononcer sur une question de droit dont elles sont saisies, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles justifient cette intervention du législateur qui porte atteinte, au détriment d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous’ ¹⁰.

Invité à justifier si la rétroactivité envisagée à l'article 29 du projet satisfaisait aux exigences de la sécurité juridique, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

« Artikel 28, derde lid ¹¹, [...] sluit uit dat er pensioenbedragen zouden worden teruggevorderd wegens de terugwerkende kracht van de nieuwe bepalingen tot 1 januari 2013. Eventuele verminderingen van het pensioenbedrag op basis van de door de nieuwe bepalingen aangebrachte wijzigingen in de cumulatieregeling zullen alleen mogelijk zijn voor pensioenbedragen die betrekking hebben op de periode vanaf de eerste dag van de maand volgend op de publicatie van het ontwerp in het Belgisch Staatsblad ».

L'article 29, alinéa 3, du projet, évite en effet une rétroactivité préjudiciable aux particuliers concernés pour les hypothèses visées par cette disposition.

⁶ Voir, dans cet avis, l'observation relative à l'article 23 du projet sur lequel cet avis est donné.

⁷ Note de bas de page 5 de l'avis cité : *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 211.

⁸ Note de bas de page 6 de l'avis cité : C.C., n° 189/2002, B.12.2 ; n° 193/2004, B.8.2. ; n° 25/2005, B.8.2 ; n° 177/2005, B.12.2.

⁹ Note de bas de page 7 de l'avis cité : C.C., n° 189/2002, B.12.4 ; n° 193/2004, B.8.4 ; n° 25/2005, B.8.4 ; n° 177/2005, B.18.1.

¹⁰ Note de bas de page 8 de l'avis cité : C.C., n° 189/2002, B.12.4 ; n° 193/2004, B.8.4. ; n° 25/2005, B.8.4 ; n° 177/2005, B.18.1.

¹¹ Lire : Artikel 29, derde lid.

Il n'en reste pas moins que l'exposé des motifs est muet sur les motifs d'intérêt général qui justifient la rétroactivité du projet. L'exposé des motifs sera complété sur ce point.

2. L'article 29, alinéa 2, du projet prévoit que

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 20, § 7, entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* ».

Pareille règle d'entrée en vigueur présente toutefois l'inconvénient que, si la loi est publiée à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour s'y conformer.

La question se pose dès lors de savoir s'il ne serait pas préférable de remplacer l'article 29, alinéa 2, par une autre disposition d'entrée en vigueur.

*

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus:

“De hoogdringendheid wordt gemotiveerd door het feit dat zo snel mogelijk rechtszekerheid moet verstrekt worden omtrent de exacte aard en draagwijdte van de bepalingen die betrekking hebben op de rust- en overlevingspensioenen in de overheidssector.

Het is immers noodzakelijk de maatregelen waarin het wetsontwerp voorziet, zo snel mogelijk ter kennis te brengen van de betrokken burgers opdat zij de gevolgen ervan voor hun persoonlijke pensioensituatie zouden kunnen inschatten. Het gaat immers om maatregelen die een invloed hebben op het bedrag van het rustpensioen of, in geval van cumulatie van een rust- of overlevingspensioen met beroeps- of vervangingsinkomsten, op het globale inkomen na de ingangsdatum van het pensioen.

Bovendien kunnen de diverse pensioendiensten van de overheidssector pas een precies en volledig antwoord geven op concrete vragen van burgers zodra beide ontwerpen in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt. Deze vragen kunnen zowel betrekking hebben op de berekening van het pensioenbedrag als op de mogelijkheid om een pensioen te cumuleren met een beroeps- of vervangingsinkomen.

Tevens is het van dat belang deze pensioendiensten zo snel mogelijk hun informaticaprogramma's aan de nieuwe pensioenbonus kunnen aanpassen om de pensioenaanvragen conform deze nieuwe bepalingen te kunnen onderzoeken, hun beslissing binnen de wettelijke termijnen aan de burger te kunnen betekenen en een correcte betaling van deze pensioenen vanaf 2014 te kunnen verzekeren”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Gelet op de complexiteit van de regeling die om advies is voorgelegd en op de korte termijn die de afdeling Wetgeving is toegemeten om een advies uit te brengen, heeft deze zich noodgedwongen moeten beperken tot een summier onderzoek van het voorontwerp, zelfs wat betreft de punten opgesomd in artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Uit de vaststelling dat over een bepaling in dit advies niets wordt gezegd, mag niet zonder meer worden afgeleid dat er niets over gezegd kan worden, en, indien er wel iets over wordt gezegd, dat er niets méér over te zeggen valt.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft opgemerkt in advies 50.742/1/2, op 20 december 2011 verstrekt over amendementen op een ontwerp dat de wet van 28 december 2011 ‘houdende diverse bepalingen’ is geworden, brengt een wetgeving inzake pensioenen noodzakelijkerwijs verschillen in behandeling met zich mee en kunnen de criteria waarop die verschillen in behandeling berusten vastgesteld worden krachtens de ruime opportuniteitsbevoegdheid die aan de wetgever is toegekend.¹ Zowel de bepalingen waarbij die verschillen in behandeling in het leven worden geroepen² als die waarin verschillende situaties op dezelfde manier behandeld worden³ moeten evenwel objectief en redelijk verantwoord kunnen worden in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De steller van het voorontwerp moet bijgevolg in staat zijn alle bepalingen van het ontwerp waarbij een verschil in behandeling tot stand wordt gebracht of die verschillende situaties op dezelfde wijze behandelen, te verantwoorden in het licht van het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel.⁴

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

In het ontworpen artikel 3, 2°, is er sprake van “een internationale of supranationale organisatie”. In de ontworpen artikelen 3, 10°, tweede lid, en 25 is er dan weer sprake van instellingen van internationaal publiek recht.

De Raad van State vraagt zich af of daarmee naar twee verschillende zaken wordt verwezen. Zo niet moet dezelfde terminologie worden gebruikt.

Artikel 15

In de Franse versie van de tekst moet in artikel 15, § 2, tweede lid, eerste zin, telkens “numérateur” worden geschreven in plaats van “nominateur”.

¹ Zie de eerste algemene opmerking in advies 50.742/1/2.

² Bij voorbeeld de artikelen 5, 7 en 9 van het ontwerp, die verschillende grensbedragen vaststellen wat betreft de toegestane beroepsinkomsten naargelang de activiteit uitgeoefend wordt als werknemer, als zelfstandige of in een andere hoedanigheid; artikel 6, dat voorziet in een mogelijkheid van onbeperkte cumulatie, terwijl artikel 5 beperkingen oplegt.

³ Op de gelijke behandeling van verschillende situaties is kritiek uitgeoefend tijdens de onderhandelingen in het onderhandelingscomité van het militair personeel.

⁴ Zie in dezelfde zin de algemene opmerking gemaakt in advies 51.665/2/V, op 16 juli 2012 verstrekt over een ontwerp dat de wet van 13 december 2012 ‘houdende diverse wijzigingsbepalingen betreffende de pensioenen van de overheidssector’ is geworden.

Artikel 20

Zoals blijkt uit de memorie van toelichting die bij de adviesaanvraag gevoegd is, zal als algemene regel gelden dat gepensioneerden niet verplicht zullen zijn om hun beroepsactiviteit als werknemer of zelfstandige in België aan te geven aan de pensioenadministratie, met uitzondering van het geval van de eerste uitbetaling van het pensioen.

Artikel 20, § 1, van het ontwerp, zou nauwkeuriger moeten worden gesteld, zodat beter tot uiting komt dat als beginsel geldt dat er geen aangifteplicht is, en doet de aangifteplicht met het oog op de eerste uitbetaling van een rust- of overlevingspensioen de uitzondering is.

Artikel 21

De strekking van het woord “preventief” in artikel 21 is niet duidelijk. Betekent die term dat de bedragen waarvan de uitbetaling geschorst is met terugwerkende kracht worden uitbetaald aan de pensioengerechtigde wanneer hij uiteindelijk de gevraagde inlichtingen verstrekt?

Indien dat het geval is, moet die precisering worden aangebracht, bij voorkeur in artikel 21 zelf of op zijn minst in de memorie van toelichting.

Artikel 25

In de memorie van toelichting wordt de werkingssfeer van artikel 25 als volgt omschreven:

“[...] Deze regel wordt als een autonome bepaling opgenomen en geldt dus niet enkel inzake cumulatiebepalingen maar ook voor de toepassing van andere wettelijke bepalingen inzake pensioenen van de overheidssector (cumulatie van een overlevingspensioen met een rustpensioen, gewaarborgde minima, ...)”.

Dat kan in het ontwerp weergegeven worden door in artikel 25 te schrijven: “Voor de toepassing van alle wetgeving die van toepassing is op de in artikel 2 bedoelde pensioenen” (in plaats van “Voor de toepassing van de wetgeving die van toepassing is op de in artikel 2 bedoelde pensioenen”).

Artikelen 27 en 28

1. Artikel 27 machtigt de Koning om bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de jaarbedragen te wijzigen bedoeld in de artikelen 5, 7, 9, 12 en 13, en dit “teneinde de uniformiteit te behouden van de regels die inzake de cumulatie van rust- of overlevingspensioenen met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen bepaald zijn in de verschillende pensioenregelingen”.

Artikel 28, derde lid, biedt de Koning voorts de mogelijkheid om de datum van buitenwerkingtreding van het eerste lid van die bepaling, welke datum luidens het tweede lid van dezelfde bepaling in principe 1 januari 2015 is, uit te stellen.

Aangezien de pensioenaangelegenheid in verscheidene opzichten behoort tot de bevoegdheden die volgens de Grondwet alleen door de wetgever uitgeoefend mogen worden, moet in de artikelen 27 en 28 de precisering worden opgenomen dat de koninklijk besluiten die krachtens die twee machtigingen uitgevaardigd worden, later door de wetgever bekrachtigd moeten worden binnen de termijn die in die twee bepalingen moet worden opgegeven, en dat die koninklijk besluiten, indien er binnen de gestelde termijn geen bekrachtiging plaatsvindt, met terugwerkende kracht vervallen.⁵

2. Bovendien moet verduidelijkt worden of artikel 20, § 7, van toepassing is ingeval de in artikel 28, eerste lid, genoemde verplichting niet is nagekomen.

Artikel 29

1. In het voornoemde advies 51.665/2/V, heeft de afdeling Wetgeving op het volgende gewezen:⁶

“De jurisprudentie van het Grondwettelijk Hof⁷ stelt dat

'de niet-retroactiviteit van wetten [...] een waarborg [is] ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat eenieder in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht'.⁸

Een terugwerkende bepaling is dan ook enkel verantwoord

'wanneer zij onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang, zoals de goede werking of de continuïteit van de openbare dienst'.⁹

Indien de terugwerkende kracht bovendien tot doel heeft

“dat de afloop van gerechtelijke procedures in een welbepaalde zin wordt beïnvloed of dat rechtscolleges verhinderd worden zich uit te spreken over een aanhangig gemaakte rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers inbreuk maakt op de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden”.¹⁰

⁵ Zie in die zin het voornoemde advies 50.742/1/2, tweede algemene opmerking.

⁶ Zie, in dat advies, de opmerking over artikel 23 van het ontwerp waarover dat advies is uitgebracht.

⁷ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 211.

⁸ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: GwH, 189/2002, B.12.2; 193/2004, B.8.2; 25/2005, B.8.2; 177/2005, B.12.2.

⁹ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: GwH, 189/2002, B.12.4; 193/2004, B.8.4; 25/2005, B.8.4; 177/2005, B.18.1.

¹⁰ Voetnoot 8 van het geciteerde advies: GwH, 189/2002, B.12.4; 193/2004, B.8.4; 25/2005, B.8.4, 177/2005, B.18.1.

Op de vraag of de terugwerkende kracht waarvan sprake is in artikel 29 van het ontwerp voldoet aan de vereisten inzake rechtszekerheid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Artikel 28, derde lid ¹¹, [...] sluit uit dat er pensioenbedragen zouden worden teruggevorderd wegens de terugwerkende kracht van de nieuwe bepalingen tot 1 januari 2013. Eventuele verminderingen van het pensioenbedrag op basis van de door de nieuwe bepalingen aangebrachte wijzigingen in de cumulatieregeling zullen alleen mogelijk zijn voor pensioenbedragen die betrekking hebben op de periode vanaf de eerste dag van de maand volgend op de publicatie van het ontwerp in het Belgisch Staatsblad”.

Artikel 29, derde lid, van het ontwerp voorkomt inderdaad een terugwerking die nadelig zou zijn voor de betrokken particulieren in de gevallen genoemd in die bepaling.

Dat neemt evenwel niet weg dat in de memorie van toelichting niets wordt gezegd over de redenen van algemeen belang die de terugwerking van het ontwerp rechtvaardigen. De memorie van toelichting moet wat dat betreft worden aangevuld.

2. Artikel 29, tweede lid, van het ontwerp bepaalt:

“In afwijking van het eerste lid, treedt artikel 20, § 7, in werking op de eerste dag van de maand na die waarin deze wet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”

Zulk een regel van inwerkingtreding heeft evenwel het nadeel dat, indien de wet aan het einde van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om zich aan de nieuwe voorschriften aan te passen.

De vraag rijst derhalve of het niet beter zou zijn artikel 29, tweede lid, te vervangen door een andere bepaling van de inwerkingtreding.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS

¹¹ Lees : Artikel 29, derde lid.